



# **Les exportations d'armement russe depuis la disparition de l'URSS**

Mémoire de géopolitique

de l'Ingénieur Principal de l'Armement Jean-Christophe LENFANT

dans le cadre du séminaire

“La Russie et son environnement géopolitique”

Directeur de mémoire : Isabelle FACON  
de la Fondation pour la Recherche Stratégique

AVRIL 2001

## FICHE DE PRESENTATION

1. Les exportations d'armement russe depuis la fin de l'URSS
2. Ingénieur Principal de l'Armement Jean-Christophe Lenfant
3. Avril 2001
4. Division D
5. Mémoire de géopolitique
6. L'URSS a été durant la guerre froide le premier exportateur d'armement dans le monde. Malgré les difficultés que traverse la Russie depuis la disparition de l'Union soviétique, difficultés qui rejaillissent sur les capacités de son industrie de défense et sur son dynamisme à l'export, celle-ci reste néanmoins un acteur majeur du marché mondial de l'armement, dont les motivations principales se sont déplacées du domaine de l'idéologie vers celui de l'économie. Ses intérêts ne sont cependant pas totalement exempts de préoccupations géopolitiques, comme le démontre l'étude des relations qu'elle entretient avec ses deux principaux clients, l'Inde et la Chine.
7. Russie ; armement ; exportation ; armes ; matériels ; vente

**LES EXPORTATIONS D'ARMEMENT RUSSE  
DEPUIS LA DISPARITION DE L'URSS**

**Sommaire**

**Partie I**

**L'héritage de l'URSS**

Le complexe militaro-industriel

La période Gorbatchev : premiers efforts de conversion

Les exportations d'armement du temps de l'URSS

**Partie II**

**Les exportations d'armement russe : état des lieux**

La place de la Russie dans le marché mondial de l'armement

L'offre russe : quels produits pour quels clients ?

**Partie III**

**Les enjeux économiques, politiques et géopolitiques**

La réalité économique des ventes d'armes de la Russie

L'Inde et la Chine : clients, mais aussi partenaires

# 1 Préambule

Une étude à propos des exportations d'armement russe depuis la disparition de l'URSS se heurte à un problème de disponibilité de données fiables qui a une double origine.

D'une part, elle s'intéresse à un pays pour lequel pendant des décennies il n'était pas question de diffuser vers l'extérieur, et même dans une grande mesure à l'intérieur des frontières, des informations officielles sur nombre de sujets. Si ces dernières années on constate une évolution notable de ce point de vue, la situation chaotique qui a prévalu depuis 1991 a prolongé, pour des raisons bien différentes, cette difficulté.

D'autre part, le commerce de l'armement ne représente pas un marché "classique" et ouvert pour lequel de nombreuses informations sont dans le domaine public. Il est l'objet d'un véritable culte du secret aussi bien de la part des pays exportateurs que de ceux qui acquièrent cet armement. Au delà des types matériels concernés et des pays destinataires, il est ainsi particulièrement ardu d'obtenir des informations fiables à propos des conditions économiques des transferts d'armement.

C'est pourquoi une attention toute particulière doit elle être accordée à l'origine des données utilisées, aux objectifs poursuivis par les institutions qui les diffusent, et aux limites des interprétations qui peuvent être faites à partir de ces informations.

## 2 Introduction

L'un des traits les plus tangibles de la guerre froide a été la part prise par l'armement dans la confrontation Est / Ouest. Celle-ci ne s'est pas simplement caractérisée par la "course aux armements" menée par les deux grandes puissances à l'intérieur de leurs frontières, mais également par l'utilisation de l'exportation d'armement comme outil de contrôle et d'élargissement de leurs zones d'influence.

Au delà de sa "crise identitaire" consécutive à la disparition de l'ancien empire soviétique, et de ses difficultés à stabiliser sa nouvelle politique étrangère, la Russie peine aujourd'hui à sauvegarder ses anciennes capacités de production industrielle militaire. Ses difficultés économiques chroniques et la lenteur des conversions industrielles escomptées compromettent dangereusement son avenir d'exportateur d'armement, et ne lui permettent guère d'escompter retrouver un jour sa position antérieure de premier exportateur d'armement dans le monde. La Russie n'a cependant pas disparu du marché mondial de l'armement, ce que l'analyse de sa situation actuelle en la matière permet de montrer indubitablement.

Pour envisager avec pertinence le chemin parcouru, il convient en premier lieu de bien connaître la situation qui prévalait avant la disparition de l'Union soviétique.

En effet, la place occupée par l'industrie de défense au sein de la société soviétique, cette situation singulière qui a donné lieu à la désignation du fameux "complexe militaro-industriel", doit être parfaitement appréhendée. Cette industrie représente le savoir-faire ainsi que la capacité de production qui sont les bases indispensables à la mise en place d'une réelle politique d'exportation d'armement. Cette connaissance doit être par ailleurs complétée par une description relative aux exportations d'armement réalisées du temps de l'URSS.

La seconde partie de cette étude doit permettre de dresser un véritable état des lieux des exportations d'armement de la Russie d'aujourd'hui.

Il est ainsi important de connaître les grandes tendances d'évolution qui ont accompagné, dans ce domaine bien particulier, la disparition de l'ancien empire soviétique et les premières années d'existence de la toute nouvelle Russie. Qu'il s'agisse du volume des exportations d'armement, de leur nature, ainsi que de leurs principales destinations, ces différents éléments doivent permettre de mieux appréhender la place actuelle de la Russie au sein du marché mondial de l'armement.

La finalité de la troisième et dernière partie est de s'interroger sur les motivations et les enjeux réels des ventes d'armement pratiquées actuellement par la Russie.

Les objectifs économiques sont incontestablement recherchés, même si les résultats obtenus ne répondent pas toujours aux attentes exprimées. Ils ne doivent cependant nullement masquer la place occupée encore aujourd'hui par les facteurs stratégiques et géopolitiques dans la politique d'exportation suivie. Les interactions qui peuvent exister entre relations diplomatiques et commerce d'armement vis à vis des deux principaux clients actuels de la Russie, l'Inde et la Chine, sont de ce point de vue particulièrement intéressantes à analyser.

### 3 L'héritage de l'URSS

Le poids aussi bien économique que politique des industries de défense en URSS est particulièrement marquant. Ce que l'on a coutume d'appeler le "complexe militaro-industriel" s'est forgé une place au sein de la société soviétique à hauteur de l'image de puissance qu'elle a voulu représenter.

Il apparaît en effet que c'est en priorité sur ce plan que les deux blocs ont choisi de démontrer leurs capacités scientifiques et techniques, et de nombreux analystes estiment même que c'est cette concurrence exacerbée, arrivée à son paroxysme au début des années quatre-vingt sous l'impulsion de Ronald Reagan avec la "guerre des étoiles", qui a entraîné l'asphyxie économique du bloc soviétique et finalement son effondrement.

#### 3.1 Le complexe militaro-industriel

Jusqu'à l'arrivée de Mikhaïl Gorbatchev au pouvoir, en 1985, on constate en premier lieu une collusion étroite entre le complexe militaro-industriel et les milieux politiques, et ce jusqu'au plus haut niveau de l'état. Ainsi, par exemple, Léonid Brejnev avait occupé à la fin des années cinquante le poste de secrétaire pour l'industrie lourde, le secteur de défense et le programme spatial au sein du Comité central<sup>1</sup>.

On découvre d'autre part une organisation très puissante et très structurée, au sommet de laquelle se situe la VPK (Voiennaja Promyshliennaja Komissija), commission militaro-industrielle du conseil des ministres dont le président compte au nombre des plus hauts représentants de l'appareil de l'Etat, puisque il est également premier vice-Premier ministre<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> FACON Isabelle, HUET Jean-Paul, BEN OUAGRHAM Sonia, *Pouvoirs et industries de défense en Russie : L'industrie de défense russe face à son nouvel environnement*, Paris, Les cahiers du CREST, 1997, p. 11.

<sup>2</sup> Pour la description du complexe militaro-industriel soviétique, l'essentiel des données présentées provient de FACON Isabelle, *op. cit.*, et de SAPIR Jacques, ERNOULD René, PINEYE Daniel, *La décomposition de l'Armée soviétique : Recomposition politique et militaire ? Reconversion industrielle ?*, Paris, Fondation pour les Etudes de Défense Nationale (Diffusion : La Documentation française), 1992.

Cette commission est composée de représentants du Politburo, du Département de Défense du Comité central, du ministère de la Défense, du ministère des Finances, du Gosplan, du Gosstab, du GKNT<sup>3</sup> ainsi que de l'Académie des Sciences. Elle est chargée d'attribuer les allocations financières nécessaires aux recherches, développements et fabrications de matériels, et supervise l'activité du complexe militaro-industriel formé par les entreprises relevant des ministères liés à l'industrie de défense, ce qui représente une très grande partie de l'industrie soviétique.

Le nombre exact des entreprises de défense de l'URSS n'est pas aisé à connaître, mais il se situe aux alentours de 3000 à 4000. Celles-ci se répartissent suivant un découpage qui apparaît surprenant par rapport aux principes généralement suivis en Occident, puisqu'il donne lieu à la création d'entités correspondant aux différentes phases du cycle de vie d'un produit : instituts de recherche scientifique (NII), bureaux d'études (KB), unions de production (PO, NPO) et usines (zavod).

Les entreprises de défense emploient de six à huit millions de personnes, dont deux millions uniquement dans l'activité de Recherche & Développement, auxquels il convient d'ajouter les nombreuses contributions "défense" des entreprises du secteur civil, amenant à un total de neuf à quinze millions le nombre de personnes travaillant plus ou moins directement pour le complexe militaro-industriel.

Ce chiffre, rapporté à une population de l'ordre de deux cent quatre-vingt millions d'habitants en URSS, montre la place de l'industrie de défense dans l'empire soviétique, et plus particulièrement au sein de son monde industriel. Ainsi, Daniel PINEYE<sup>4</sup> estime-t-il que cela représente environ 24% du total de la main-d'œuvre soviétique. A titre de comparaison, le complexe militaro-industriel américain emploierait environ deux millions deux cent mille individus<sup>5</sup>.

---

<sup>3</sup> Gosplan : Comité d'Etat de l'URSS au Plan ; Gosstab : Comité d'Etat de l'URSS pour l'approvisionnement ; GKNT : Comité d'Etat pour la science et la technologie du Conseil des Ministres de l'URSS.

<sup>4</sup> SAPIR Jacques, *op. cit.*, p. 150.

<sup>5</sup> *Ibid.*, p. 242.

Pour corroborer ces données, il est intéressant de noter que selon le SIPRI 1992<sup>6</sup>, les données officielles concernant l'emploi de l'industrie d'armement de l'ex-URSS ont été pour la première fois rendues publiques en 1991. Elles établissent l'emploi total du complexe de défense à hauteur de sept millions trois cent mille personnes en 1991, dont à peu près la moitié dans la production militaire (Protasov V., membre du comité pour le management opérationnel de l'économie nationale, mis en place après le coup d'Etat raté)<sup>7</sup>.

D'après une autre information donnée par Vitaly Schlykov<sup>8</sup>, président adjoint du comité d'Etat de la défense de Russie au lendemain de l'éclatement de l'URSS, neuf millions de personnes ont travaillé dans l'industrie de défense de l'ex URSS, et plus de dix millions ont été employés dans les activités spatiales (recherche, développement et production).

Cependant, cette "force de frappe" industrielle n'est pas également répartie entre les différentes républiques socialistes qui composent l'URSS. La Russie dispose de la part principale de l'appareil industriel, puisque sur cent producteurs d'armes, quatre-vingt huit appartiennent à cette république<sup>9</sup>. La place prépondérante de celle-ci est particulièrement vraie dans certains secteurs, tels que ceux de l'aviation, des missiles et des industries spatiales, ou bien encore dans celui des équipements pour les forces terrestres.

En dehors de la Russie, seule l'Ukraine, et dans une moindre mesure la Biélorussie, disposent d'une part significative de l'industrie de défense soviétique. Ainsi, ces trois républiques réunies regroupent en 1985 près de 92 % du personnel de production industrielle de l'ensemble du complexe de défense.

---

<sup>6</sup> Le SIPRI Yearbook est une publication annuelle du "Stockholm International Peace Research Institute" qui comprend notamment une section baptisée "ARMS PRODUCTION" permettant d'analyser les évolutions notables de l'industrie d'armement dans le monde. Les informations citées proviennent de l'édition 1992, dans le paragraphe consacré à l'ex URSS, pp. 380–390.

<sup>7</sup> Krasnaya Zvezda, 17 octobre 1991.

<sup>8</sup> Izvestia, 17 octobre 1991.

<sup>9</sup> Pour plus d'informations à propos de la répartition géographique des industries de défense soviétiques, voir SAPIR Jacques, 1992, *op. cit.*, pp. 151-153.

Autre indicateur significatif de l'effort consacré par l'empire soviétique au domaine de la défense, le montant de la dépense consacrée au complexe militaro-industriel est intéressant à analyser, et particulièrement sa part dans la dépense publique et par rapport au produit national brut de l'URSS.

Les différentes sources consultées divergent quelque peu à propos de ces chiffres, reflétant ainsi la difficulté de disposer de données fiables sur ce sujet particulièrement sensible du temps de l'Union soviétique. Néanmoins, on peut établir les ressources allouées au complexe militaro-industriel à un montant de l'ordre de 10 à 20 % du Produit National Brut<sup>10</sup>, soit un niveau particulièrement important.

Même si les chiffres indiqués ne portent pas strictement sur le même périmètre, il est intéressant de comparer le niveau des dépenses militaires de l'Union soviétique en 1987 avec deux autres pays caractéristiques. Celui-ci s'établissait en France à 3,9 % du Produit National Brut, à 6,1 % aux Etats-Unis, et atteignait plus du double, soit 12,9 % en URSS<sup>11</sup>.

### **3.2 La période Gorbatchev : premiers efforts de conversion**

Lors de son accession au pouvoir en 1985, Mikhaïl Gorbatchev trouve "un pays épuisé par des années d'une politique de puissance dont il n'avait pas les moyens"<sup>12</sup> : il a une conscience aiguë de la situation catastrophique de l'économie de l'URSS. M. Gorbatchev a bien compris que la course aux armements effrénée conduite depuis des années sous la pression de l'effort des Etats-Unis, notamment sous l'administration Reagan, a conduit à un essoufflement progressif de la société soviétique, et qu'il n'est pas possible de poursuivre durablement suivant ce même schéma. N'ayant, contrairement à certains de ses prédécesseurs, aucun lien personnel avec le complexe militaro-industriel, il envisage dès son arrivée une inflexion majeure dans la conduite des affaires de l'Etat dans le domaine militaire.

---

<sup>10</sup> FACON Isabelle, *op. cit.*, p. 215.

<sup>11</sup> *World Military Expenditures and Arms Transfers (WMEAT) 1998*, Washington, D.C. ; Library of Congress (US department of state bureau of verification and compliance), 1998, p. 83, p. 103 et p. 109.

<sup>12</sup> DE TINGUY Anne, CROSNIER M.A., GENEST J., *Les années Gorbatchev*, p. 127.

Il s'emploie tout d'abord à normaliser les relations politiques avec l'Occident, en tout premier lieu avec les Etats-Unis, et multiplie les signes de détente afin que son pays n'apparaisse plus aux yeux du monde comme une menace. Il lui est en effet primordial de limiter très rapidement la compétition militaire avec les Etats-Unis, afin de pouvoir s'attaquer efficacement aux réformes internes de l'économie soviétique.

Grâce aux multiples avancées en matière de politique étrangère et de relations internationales, où l'on a pu constater les talents et le charisme du nouvel homme fort du Kremlin ainsi que celui de son ministre des affaires étrangères Edouard Chevardnadzé, Mikhaïl Gorbatchev peut desserrer l'étau de la "guerre froide", et s'attaquer aux réformes structurelles internes que la situation économique du pays impose. Il ne faut d'ailleurs pas oublier que le vocable de *Perestroïka* (restructuration), désigne désormais toute la politique de l'époque Gorbatchev, alors qu'il s'appliquait au départ au seul secteur de l'économie.

C'est en décembre 1988, lors de son discours devant l'Assemblée générale des Nations unies, que Mikhaïl Gorbatchev annonce au monde ses intentions en matière de baisse des budgets militaires. Il indique ainsi que la baisse planifiée du budget de la défense pour les années 1989 et 1990 devrait être de 14,2 %, celle de la production de matériels militaires de 19,5 %, et informe également des réductions unilatérales des effectifs de l'armée soviétique qu'il entend opérer.

Ces annonces s'accompagnent d'une volonté de reconversion de l'industrie de défense soviétique. Celle-ci est rendue indispensable du fait de la baisse planifiée des ressources allouées au domaine de la défense, mais elle tient également compte de la valeur reconnue du complexe militaro-industriel, qui a fait l'objet de toutes les attentions durant des décennies, par rapport à l'industrie civile, laissée pour compte pendant la même période. Ainsi, Mikhaïl Gorbatchev indique en 1985 que "l'expérience des branches de défense [de l'industrie] doit être utilisée à plein"<sup>13</sup>.

---

<sup>13</sup> SWB, 13 juin 1985, cité dans "The Defense Industry and Civil-Military Relations", repris dans FACON Isabelle, *op. cit.*, p. 218.

Les perspectives d'une conversion d'une partie de l'industrie de défense vers les productions civiles apparaissent comme fondamentales pour la transformation économique et la modernisation du pays.

Il faut toutefois noter que le secteur de la défense n'était pas totalement absent du domaine de la production de biens civils. Ainsi, une étude des productions de biens de consommation en 1988 nous montre que de nombreux objets sont produits en grande majorité dans les usines du complexe de défense<sup>14</sup>. Par exemple, 77 % des aspirateurs, 94 % des téléviseurs et même 100 % des machines à coudre, des magnétoscopes et des récepteurs radios provenaient cette année là de ces unités de production !

Cependant, les efforts de transfert de technologie du secteur militaire vers le secteur civil ne se révèlent pas aussi payants qu'escomptés. Les mesures décidées apparaissent avant tout n'être que de simples mesures administratives, et ne sont pas à la hauteur de l'enjeu. Il existe notamment une réelle réticence du complexe militaro-industriel vis à vis de ces réformes, et nombre des industriels concernés font preuve d'attentisme, espérant un retour au premier plan d'une politique en faveur du complexe militaro-industriel.

Lorsque l'on essaie de montrer le succès de la conversion des industries de défense, on cite généralement l'évolution du pourcentage de production civile dans la production globale du complexe militaro-industriel. Ce pourcentage est passé d'un niveau de l'ordre de 40 % au début des années quatre-vingt à un niveau de l'ordre de 50 % en 1990, pour atteindre après la période Gorbatchev environ 80 % en 1993<sup>15</sup>.

Ces chiffres sont cependant à manier avec beaucoup de précautions, car d'une part les structures des prix relatifs des productions civiles et militaires durant la période soviétique ne reflètent pas les valeurs réelles de celles-ci, et d'autre part, parce que cette augmentation traduit avant tout le fait que la chute de la production militaire (72,4 % entre 1990 et 1993) a été beaucoup plus importante que celle de la production civile ...

---

<sup>14</sup> SAPIR Jacques, *op. cit.*, p. 134.

<sup>15</sup> DESPREE Laure, *Reconversion des industries d'armement en Russie*, p. 89, dans *Reconversion des industries d'armement : Crise, adaptation sectorielle et développement régional*, sous la direction de Roland de Penanros, Paris, La documentation française, 1995.

### **3.3 Les exportations d'armement du temps de l'URSS**

Avec le formidable outil technologique dont elle disposait en matière d'industrie militaire, et connaissant l'ambition de l'URSS de combattre de par le monde les avancées du bloc capitaliste, il n'est pas étonnant que l'exportation d'armement ait joué un rôle déterminant dans l'affrontement est / ouest du temps de la guerre froide.

Toutes les sources s'accordent pour montrer que le volume du marché mondial de l'armement a atteint des sommets durant les années quatre-vingt, pour arriver à un pic historique en 1987, année où la politique de détente promue par Mikhaïl Gorbatchev a amené un profond et durable renversement de tendance.

Dans ce marché mondial, la place de l'Union soviétique a été très longtemps celle de premier exportateur d'armement dans le monde, et ce devant les Etats-Unis. Ainsi, même durant la période de transition de l'ère Gorbatchev, les données fournies par le SIPRI<sup>16</sup> donnent pour les années 1986-1990 l'URSS grande gagnante de cette "compétition", avec près de 37 % du marché mondial de l'armement, devant les Etats-Unis à 32,6 %, et loin devant le troisième acteur, la France, avec environ 8 % de ce même marché.

L'étude attentive des données de cette période montre cependant une lente érosion des montants des exportations soviétiques de 1986 à 1989, et une chute brutale de l'ordre de 50 % en 1990, année où les Etats-Unis prennent pour la première fois la place de premier exportateur d'armement dans le monde.

Une comparaison significative entre l'URSS et les Etats-Unis concerne, toujours pour la même période et pour les pays destinataires, la distinction entre pays développés et pays en voie de développement. Alors que l'URSS est le leader incontesté des exportateurs d'armement vers le tiers monde, avec un peu plus du double de ce que font les Etats-Unis dans cette même zone, on a un renversement total de tendance quand on s'intéresse aux pays développés : là, ce sont les Etats-Unis qui sont les premiers exportateurs d'armement, avec près du double des résultats de l'URSS.

---

<sup>16</sup> SIPRI Year Book 1991, p. 198.

Il y a là vraisemblablement l'une des principales fragilités des positions de l'URSS face à son rival durant cette période, car il est évident que derrière l'apparent leadership soviétique en terme de volume d'exportation se cache une réalité économique bien différente du fait du problème de solvabilité de bien des pays bénéficiaires de l'armement soviétique.

Une analyse plus fine des différentes destinations de l'armement soviétique durant la guerre froide permet de mieux en cerner les grandes caractéristiques.

On retrouve tout d'abord dans les partenaires habituels de l'URSS un certain nombre de pays d'Europe de l'est faisant partie du pacte de Varsovie (Allemagne de l'est, Pologne, Tchécoslovaquie, Bulgarie, Hongrie, Roumanie, ...), auxquels s'ajoutent d'autres pays de la sphère socialiste tels que Cuba.

Un autre groupe de clients traditionnels est constitué par des pays arabes du moyen orient, comprenant en premier lieu l'Iraq, la Syrie ainsi que la Libye. Concernant l'Iraq, premier client durant la période 1982-1986, il faut d'ailleurs noter que l'URSS a été jusqu'en 1990 le principal fournisseur d'armement de ce pays, face en particulier à un Iran soutenu de manière massive par les Américains.

Parmi les dix premiers bénéficiaires de l'armement soviétique pendant cette même période<sup>17</sup> se trouve également l'Inde, avec laquelle un partenariat ancien et stable existe, celui-ci faisant l'objet de développements particuliers dans la suite du document.

Un autre terrain d'affrontement traditionnel entre les blocs capitalistes et socialistes a été le soutien à des forces d'opposition engagées dans des conflits internes. Ainsi, l'URSS a apporté une assistance militaire et fourni de nombreuses armes à certaines de ces forces politiques non gouvernementales (kurdes, sandinistes, ...) aussi bien en Afrique, Asie qu'en Amérique latine et au Moyen Orient.

Durant la période Gorbatchev, outre l'érosion progressive des positions soviétiques en matière de vente d'armement, on peut noter une certaine évolution des destinataires de celui-ci.

Parmi les plus notables figure la disparition de l'Iraq à compter de 1990 / 1991, il faut se souvenir que l'URSS avait soutenu pour la première fois la position américaine lors de l'invasion du Koweït par l'Iraq en août 1990, ainsi que la ré-apparition de la Chine avec laquelle les relations étaient gelées depuis des décennies.

---

<sup>17</sup> Voir l'annexe, qui présente les 10 principaux importateurs de matériels d'armement russe durant trois périodes caractéristiques de l'URSS et de la Russie (source : SIPRI).

## 4 Les exportations d'armement russe : état des lieux

Le 8 décembre 1991, l'URSS disparaît. Après les différentes tentatives de Mikhaïl Gorbatchev d'opérer une mutation progressive et profonde de la société soviétique tout en préservant son existence et sa structure, la tentative de putsch commise à son encontre révèle l'impossibilité d'un tel status quo. Commence alors une longue période d'incertitude dont les effets se ressentent dans tous les secteurs de la société ex-soviétique.

Ces bouleversements affectent bien entendu également le domaine de l'armement. Au sommet de l'appareil d'état, l'incapacité de conduire une réelle politique d'exportation d'armement est patent, et les mécanismes de contrôle de celui-ci ont disparu. La faillite de l'état se traduit aussi vis à vis de la production industrielle, qui ne bénéficie plus des commandes de l'institution publique. Les réactions des industries d'armement sont alors partagées entre attentisme, poursuite d'une production "classique" sans clients identifiés, et recherche de nouveaux débouchés, qu'ils soient dans le secteur civil ou bien dans le domaine de l'exportation d'armement.

### 4.1 *La place de la Russie dans le marché mondial de l'armement*

Après avoir connu un record historique en 1987, le niveau des transferts d'armement dans le monde a progressivement diminué jusqu'au milieu des années quatre-vingt-dix, reflétant en cela l'évolution du contexte géo-stratégique et la fin de la guerre froide. Ainsi, le marché mondial est passé d'une valeur maximale de 81,5 milliards de dollars en 1987 (en coûts constants 1997) à un minimum de 42,2 milliards de dollars en 1994 (en coûts constants 1997)<sup>18</sup>, soit une chute vertigineuse de près de la moitié du marché en seulement sept années. Peu de marchés de biens ou de services ont connu une telle évolution en aussi peu de temps ! Il faut cependant noter depuis 1994 une remontée progressive de ce marché, celui-ci s'établissant en 1997 à 54,6

---

<sup>18</sup> WMEAT 1998, *op. cit*, p. 6. De manière à disposer de données homogènes, seules susceptibles de permettre une analyse juste des tendances, tout le paragraphe concernant l'évolution du marché mondial de l'armement de 1987 à 1997 fait appel aux données du rapport américain gouvernemental de 1998.

milliards de dollars (en coûts constants 1997), soit un accroissement de 26 % depuis le niveau minimum de 1994, et en particulier 23 % pour la seule dernière année citée<sup>19</sup>.

En procédant à une analyse de cette déflation importante du marché mondial de l'armement, il est cependant manifeste que celle-ci n'a pas touché uniformément les différents pays concernés, que l'on se place du côté des acquéreurs de matériels d'armement, ou bien de celui des principaux exportateurs.

Du point de vue de la demande, il existe de grandes différences entre pays développés et pays en voie de développement. Là où le ratio entre ces deux groupes de pays était de 30 / 70 en 1987, il est devenu 48 / 52 en 1997<sup>20</sup>, soit une baisse bien plus conséquente de la demande des pays en voie de développement, débouché traditionnel principal de l'ex URSS. Il convient toutefois de noter la situation particulière de l'Asie de l'est, dont la place comme importateur d'armement a fortement cru ces dernières années, pour représenter en 1997 environ 30 % du marché.

Du point de vue de l'offre, la part des exportations d'armement qui proviennent de pays en voie de développement, déjà faible en 1987 (de l'ordre de 7,5 %), a encore décliné pour s'établir à environ 5 % en 1997. L'étude du partage qui s'établit entre les grandes zones constitutives des pays développés montre de grandes disparités entre les trois groupes identifiés.

Leur part dans le marché mondial évolue ainsi<sup>21</sup> :

	1987	1997
Amérique du nord	29,2 %	59,3 %
Europe de l'ouest	19,4 %	29,6 %
Europe de l'est	44,1 %	6,8 %

Ces chiffres traduisent en fait une relative stabilité en valeur des exportations opérées par les Etats-Unis, ainsi que dans une moindre mesure de celles provenant d'Europe de l'ouest, alors qu'en parallèle le recul de l'Europe de l'est est édifiant.

---

<sup>19</sup> WMEAT 1998, *op. cit*, p. 6.

<sup>20</sup> *Ibid*, p. 6.

<sup>21</sup> *Ibid*, p. 10.

Ainsi, entre 1987 et 1992, la baisse des transferts d'armement de la Russie s'est établie à 74 %, alors que celle des Etats-Unis s'est limitée à 14 %<sup>22</sup>.

Il convient maintenant de voir ce que les différentes sources disponibles offrent comme données concernant la part et la place de la Russie en matière d'exportation d'armement.

De 1992 à 1997, selon l'US Department of State Bureau of verification and compliance<sup>23</sup>, la part de la Russie dans le commerce d'armement mondial s'est située entre un minimum de 4 % (1994 et 1997) et un maximum de 9% (1995).

Pour sa part, "The military Balance"<sup>24</sup> offre globalement des chiffres de même amplitude pour la période 1993-1999, avec un minimum de 4,5 % en 1997 et un maximum de 7,9 % en 1994<sup>25</sup>, à rapporter aux 35,1 % faits par l'Union soviétique lors de l'année 1987.

Enfin, le SIPRI<sup>26</sup> publie des chiffres qui se traduisent pour la période 1992-1999 par une part oscillant entre 3,9 % en 1994 et 16,8 % en 1996, avec une moyenne sur l'ensemble de la période de l'ordre de 12,2 %<sup>27</sup>.

Ainsi, si l'ensemble des sources consultées confirme l'effondrement des ventes d'armes de la Russie par rapport à l'Union soviétique, il existe cependant un certain nombre de disparités à propos des années considérées comme les "meilleures" ou les plus noires pour l'industrie d'exportation russe, et surtout une appréciation différente de la part des ventes russes au sein du marché mondial.

---

<sup>22</sup> DESPREE Laure, *Reconversion des industries d'armement et transition en Russie*, chapitre 6 du livre PENANROS Roland de (dir.), *Reconversion des industries d'armement*, Paris, La Documentation française, 1995, pp. 88-89.

<sup>23</sup> WMEAT 1998, *op. cit.*, p. 11.

<sup>24</sup> Publication annuelle de "The International Institute for Strategic Studies" situé à Londres.

<sup>25</sup> The Military Balance 2000-2001, p. 289.

<sup>26</sup> SIPRI : Stockholm International Peace Research Institute.

<sup>27</sup> SIPRI Yearbook 1995, p. 493 et SIPRI Yearbook 2000, pp. 372 et 373.

Ces divergences reflètent bien entendu la difficulté de disposer de données fiables, mais également de la méthodologie appliquée par chacun des instituts concernés.

En particulier, le SIPRI a choisi de se focaliser sur le volume des échanges des différents types d'armement tels qu'ils ont lieu dans le monde, mais s'intéresse de manière beaucoup plus modérée à la valeur économique de ces échanges. Ce point de vue, qui se comprend très bien du fait de l'objectif affiché par cet institut de recherche sur la paix, les a amené à définir des "valeurs types" pour chacune des catégories d'armement suivies, et non pas à rechercher le montant exact des transactions effectuées.

L'analyse globale que l'on peut tenter alors avec beaucoup de précautions à partir des données citées est la suivante :

- la Russie représente encore aujourd'hui un acteur majeur du marché mondial de l'armement, avec un volume d'échange qui le situe au deuxième rang des exportateurs d'armement, loin derrière les Etats-Unis<sup>28</sup>,
- le montant financier de ces échanges n'apparaît pas être aussi important, proportionnellement à d'autre pays, que celui auquel on pourrait s'attendre, reflétant en cela une difficulté vraisemblable à rentabiliser économiquement la vente d'armes à l'export.

Si effectivement l'analyse se place sur un plan purement économique, les données diffusées par l'administration américaine permettent alors de définir le "quartet gagnant" suivant pour la période 1995-1997<sup>29</sup> :

Etats-Unis	77,8 milliards \$	55 %
Royaume Uni	18,0 milliards \$	13 %
France	12,0 milliards \$	8 %
Russie	9,2 milliards \$	7 %

---

<sup>28</sup> Selon les données du SIPRI.

<sup>29</sup> WMEAT 1998, *op. cit.*, p11.

Les données fournies par “The Military Balance”, légèrement différentes quant aux valeurs et aux pourcentages fournis, arrivent cependant au même classement général pour la période 1993-1999<sup>30</sup>.

#### **4.2 L’offre russe : quels produits pour quels clients ?**

Après avoir brossé brièvement la situation du nouvel état russe au sein du marché mondial de l’armement, il convient maintenant de s’intéresser à la fois aux types d’armements que la Russie réussit actuellement à exporter, ainsi qu’aux pays acquéreurs de ce matériel.

Tout d’abord, une analyse sur une longue période (1980-1996)<sup>31</sup> couvrant à la fois l’ère soviétique et celle de la nouvelle Russie permet de voir qu’il existe entre ces deux époques une relative continuité concernant les proportions respectives des différents types de matériel exportés.

Le domaine “phare” de l’industrie soviétique, puis russe, est l’aéronautique, qui représente globalement chaque année entre 44 % et 64 % de toute l’exportation d’armement, à l’exception d’une année atypique, l’année 1991, où le chiffre minimum de 33 % doit être relativisé en tenant compte de la période charnière vécue sur le plan interne, qui a pesé très fortement sur l’ensemble de la société soviétique, et bien entendu rejailli au niveau de ses exportations d’armement.

La seconde branche de l’industrie d’armement qui s’illustre de manière continue est celle des véhicules blindés, qui apporte durant la même période de l’ordre de 16 % à 24 % des résultats à l’export, et même durant deux années “exceptionnelles”, représente jusqu’à 46 % en 1994 et 48 % en 1996.

Au delà de ces deux catégories de matériels, qui représentent clairement la base de l’exportation soviétique puis russe avec la plupart des années de l’ordre de 70 à 80 % des matériels exportés, l’un des seuls points qui mérite d’être noté est la bonne place occupée par le secteur naval dans les années quatre-vingt-dix, reflétant en cela

---

<sup>30</sup> Calculs effectués à partir des données fournies dans “The military Balance 2000-2001”, *op. cit.*, dans le tableau de la page 289.

<sup>31</sup> ANTHONY Ian, *op. cit.*, p. 31.

notamment les succès obtenus à l'étranger par les sous-marins diesels d'origine russe de la catégorie Kilo.

Cette place prépondérante du matériel aéronautique est incontestable, mais est-elle singulière ? Une comparaison avec les exportations françaises d'armement, où l'aéronautique représente 47,8 % des ventes sur l'ensemble de la période 1991-1998<sup>32</sup>, montre que ce phénomène existe également pour d'autres pays exportateurs qui possèdent une industrie aéronautique militaire d'envergure mondiale. Le nombre restreint de compétiteurs sur ce domaine, ajouté aux prix unitaires atteints par ce type d'armement, expliquent vraisemblablement pour une bonne part la place occupée par ce l'aréronautique dans les résultats de l'exportation russe.

Une fois connus les différents secteurs clés de l'offre russe en matière d'armement, il est utile de cerner plus précisément les pays qui acquièrent ces différents matériels russes, et surtout de distinguer en quoi ces marchés peuvent aujourd'hui différer des marchés traditionnels de l'époque soviétique.

Ainsi, il apparaît comme particulièrement significatif de comparer le "top ten" des principaux acquéreurs de matériels d'armement<sup>33</sup> pour les trois périodes quinquenales suivantes :

- 1982-1986, représentatif de la fin de l'ère soviétique "classique",
- 1987-1991, montrant la période de transition Gorbatchev,
- 1992-1996, reflétant les premières années de la toute nouvelle Russie.

Le premier constat qui s'impose est celui concernant les changements profonds qui se sont opérés :

- seuls deux pays, l'Inde et la Tchécoslovaquie (en fait la Slovaquie dans la dernière période), se retrouvent dans les trois périodes considérées,

---

<sup>32</sup> *Report to Parliament of the export of armaments by France Results 1998*, p. 31.

<sup>33</sup> Ce tableau est reproduit en annexe.

- les huit autres pays listés pour la Russie (1992-1996) n'apparaissent dans aucune des deux autres listes fournies ; si l'on excepte le cas du Kazakhstan, autrefois englobé dans l'Union soviétique, cet état de fait reflète donc une évolution majeure des débouchés principaux de l'industrie d'armement russe,
- un grand nombre des pays traditionnels de la sphère d'influence soviétique ont disparus : nombre de pays de l'ex Pacte de Varsovie par exemple, ou bien encore certains pays arabes ou africains,
- l'arrivée de la Chine directement au premier rang des clients de la Russie est à souligner, alors que les premiers rapprochements avec ce grand voisin de l'URSS n'ont été opérés que depuis la période Gorbatchev.

En fait, force est de constater que le bouleversement ainsi observé reflète bien plus le recul de la présence russe sur le marché mondial de l'armement qu'un réel renouvellement ou encore une diversification des débouchés de ce grand pays. A l'exception notable de la Chine, peu de pays cités dans la liste des dix principaux acquéreurs de matériels militaires russes (pour la période 1992-1996) sont réellement de nouveaux clients. Seuls la Malaisie ainsi que les Etats Arabes Unis peuvent être reconnus comme tels, puisqu'ils sont respectivement présents à la cinquième et sixième place de cette liste, alors qu'ils ne font pas partie des 25 principaux pays importateurs d'armement soviétique ou russe durant l'ensemble de la période 1980-1996<sup>34</sup>.

Les raisons qui permettent d'expliquer les disparitions constatées dans la liste des principaux acquéreurs d'armement de la Russie varient selon les pays.

Pour ce qui concerne les pays de l'ex Pacte de Varsovie, il s'agit à la fois de raisons politiques – ces pays ont pour la plupart souhaité limiter leur dépendance vis à vis de la Russie, et au contraire apporter des gages concrets au monde occidental – que de raisons économiques, du fait de la période de transition que ces pays ont vécu.

---

<sup>34</sup> ANTHONY Ian, *op. cit.*, p. 29.

L'Iraq, au premier rang des clients de l'Union soviétique durant la période 1982-1986<sup>35</sup>, disparaît totalement des débouchés soviétiques, puis russes, à compter de l'année 1991. C'est, bien entendu, la conséquence directe de la guerre du Golfe, pour laquelle l'URSS avait pris des positions en total accord avec celles des pays occidentaux.

Enfin, une autre explication qui touche un nombre non négligeable de pays disparus de la liste des acquéreurs est relative à l'arrêt complet des exportations à caractère "idéologique" tels que les pratiquaient l'ex Union soviétique. Outre la fin de l'affrontement direct des deux blocs, qui a diminué très fortement l'intérêt de telles pratiques pour la Russie dans la plupart des régions du monde, cette disparition reflète la volonté du pouvoir russe d'axer ses efforts d'exportation sur des objectifs économiques plutôt que géopolitiques.

En dehors de la présence et de la position d'un pays au sein de la liste des principaux importateurs de matériels d'armement russe, il est bien entendu primordial de voir quel est le poids respectif de ceux-ci dans les résultats obtenus à l'export par la Russie.

En fait, le constat sur ce point est à la fois simple et lourd de conséquences. La Chine et l'Inde, les deux principaux clients de la Russie depuis 1992, représentent chaque année de l'ordre de 50 à 70 % de ses débouchés. Il s'agit donc sans contestation possible des deux clients prépondérants actuels de la Russie, et ce constat explique qu'ils fassent l'objet d'une analyse plus approfondie dans la suite de ce document.

---

<sup>35</sup> Et au second rang si l'on s'intéresse à l'ensemble de la période 1980-1996.

## 5 Les enjeux économiques, politiques et géopolitiques

La Russie est bien restée un acteur reconnu du marché de l'armement, même si le recul sensible de ses ventes ne lui permet plus d'occuper aujourd'hui la place de leader qui était la sienne du temps de l'Union soviétique. Mais ses principaux clients ont en grande partie changé, et ses motivations se sont déplacées notablement du domaine de l'idéologie vers un terrain bien plus empreint des réalités économiques du commerce mondial.

Les relations que la Russie entretient avec certains des pays acquéreurs, et notamment avec les deux premiers d'entre eux, laissent cependant à penser que toute préoccupation à caractère géopolitique n'a pas disparue.

### **5.1 La réalité économique des ventes d'armes de la Russie**

“A ce jour, le commerce des armes est la troisième source de revenus de la Russie, après le gaz et le pétrole, et Moscou veut en tirer des profits politiques en redevenant très actif sur ce secteur”<sup>36</sup>.

D'autre part, le SIPRI nous indique que les exportations d'armement étaient estimées en 1998 à 2,7 milliards de dollars, ce qui représentait alors environ 3,7 % de la totalité des exports russes<sup>37</sup>.

Ces deux informations montrent toute la difficulté d'estimer la place et l'importance de ce secteur pour l'économie russe.

En fait, il est indéniable que pour la fédération de Russie, qui ne veut pas être assimilée à un simple fournisseur de matières premières, les opportunités offertes par le domaine du commerce d'armement sont importantes à prendre en compte, même si les résultats peuvent sembler modestes.

De plus, il faut bien comprendre que ces ventes représentent également un apport primordial pour l'industrie de défense russe, qui a du faire face à une réduction

---

<sup>36</sup> ISNARD Jacques, Le Monde, 10 février 2001.

drastique et sans précédents des acquisitions de matériels de défense nouveaux par l'armée de son propre pays.

C'est également une nécessité pour la nation russe dans son ensemble, bien au delà du seul domaine militaire, du fait du savoir-faire en matière de haute technologie qui durant l'ère soviétique était essentiellement concentré dans les entreprises du complexe militaro-industriel.

L'échec patent de la politique de conversion entreprise dès l'époque Gorbatchev, qui devait faire profiter le secteur civil des retombées de décennies d'investissement soviétique dans le domaine de l'armement, rend d'autant plus vital le rôle joué par l'exportation d'armement. Il s'agit en effet actuellement de la seule solution envisageable pour ramener des devises susceptibles de financer de nouveaux travaux de recherche et développement dans certains de ces domaines de haute technologie, tels que ceux de l'industrie aéronautique par exemple.

Les premières annonces, d'origine russes<sup>38</sup>, du montant des exportations en l'an 2000 indiquent un niveau légèrement inférieur à 4 milliards de dollars. De plus, les prévisions publiées par ces mêmes sources envisagent le franchissement de la barre des 4 milliards de dollars dès 2001, et de celle des 5 milliards de dollars d'ici deux ou trois ans.

Ces chiffres prometteurs laisseraient donc penser que le bilan économique du commerce des armes en Russie est globalement positif. Il existe cependant un certain nombre de problèmes préoccupants qui viennent modifier notre perception.

D'une part, les difficultés rencontrées par la Russie pour se positionner sur un marché fortement concurrentiel et en nette diminution par rapport à celui de la guerre froide entraînent d'après négociations. Aussi, les prix pratiqués pour les produits russes sont ils bien souvent très sensiblement inférieurs à ceux de leurs principaux concurrents.

---

<sup>37</sup> SIPRI Yearbook 2000, *op. cit.*, p. 351.

<sup>38</sup> 3,9 milliards de \$ en 2000, selon le général major Alexandre Kotelkine, ex-conseiller en marketing de la direction de Rosvooruzhenie de 1999 à novembre 2000 (interfax du 26/12/2000).

C'est ainsi que, dans le domaine des chars de combat, un T80 U, char russe de la conception la plus moderne, est proposé à environ 2,7 millions de dollars, alors que le M1 A2 Abrams américain vaut au moins 6 millions de dollars, et le Challenger 2 britannique plus de 8 millions de dollars<sup>39</sup>.

De même, dans l'aéronautique, des chasseurs tels que le Su 30 ou le Mig 29 Fulcrum sont estimés à 35 millions de dollars, alors qu'un F 18 américain en vaudrait 50, et un Eurofighter 45 millions de dollars<sup>40</sup>.

De nombreuses plaintes ont d'ailleurs été déposées par les industriels à l'encontre de Rosvooruzhenie, l'un des organismes d'état chargé des exportations et importations de matériels militaires, pour avoir négligé les intérêts économiques des producteurs d'armement. Ils lui reprochent d'établir bien souvent les prix et les conditions financières des contrats sur la base de considérations politiques et stratégiques plutôt que économiques<sup>41</sup>.

D'autre part, nombre de clients de la Russie ne sont pas à même de payer leurs achats en devises exclusivement, et négocient de ce fait le paiement d'une partie de leur dette sous forme de livraison d'autres produits.

Un rapport de l'Assemblée de l'Atlantique Nord<sup>42</sup> évoque ainsi le cas de la vente de deux sous-marins russes à la Chine dont 70% du prix a fait l'objet d'un échange en nature contre des "chaussures de sport et des sandales qui tombent en morceaux au bout d'un mois". Il semblerait d'ailleurs que la Chine ne paie généralement que environ 20 à 30 % de ses contrats en devise, le reste faisant l'objet de compensations<sup>43</sup>.

Cette pratique n'est bien entendu pas limitée au seul cas de la Chine puisque, par exemple, la vente de Mig 29 à la Malaisie en 1994 a fait également l'objet de mesures

---

<sup>39</sup> DWERNICKI Christophe, « Des ventes d'armement russes », DEFENSE NATIONALE, n° 6, juin 2000, p. 105.

<sup>40</sup> DWERNICKI Christophe, *op. cit.*, p. 105.

<sup>41</sup> ANTHONY Ian (ed.), *op. cit.*, p. 204.

<sup>42</sup> COOK Franck, *La réforme des forces armées russes : perspectives, possibilités et dangers*, Assemblée de l'Atlantique Nord, novembre 1998, p. 14.

<sup>43</sup> ANTHONY Ian, *op. cit.*, p. 203.

similaires à hauteur de 40 % du prix de vente, les produits concernés étant cette fois-ci de l'huile de palme et différents textiles<sup>44</sup>.

Ce problème est de plus aggravé par le fait que le producteur d'armement, situé en fin de chaîne de la tractation, ne perçoit qu'une part des produits de la vente.

Si la règle en vigueur voudrait que l'organisme qui sert d'intermédiaire touche une commission de l'ordre de 5 à 10 % de la valeur de la vente, la réalité montre que ce pourcentage est bien souvent dépassé. Dans le cas de la fourniture de chars T80 à la Chine, par exemple, la commission s'est élevée à 25 %<sup>45</sup>.

Sachant de plus que cette commission est prélevée sur la part en devises de la transaction, les producteurs d'armement se retrouvent non seulement avec un montant minoré de leur vente, mais doivent également réussir à valoriser la part reçue sous forme de compensation.

## **5.2 L'Inde et la Chine : clients, mais aussi partenaires**

Malgré les préoccupations économiques indéniables qui motivent la Russie dans la recherche de débouchés à l'export pour son industrie d'armement, il est impossible de réduire les relations ainsi établies à de simples relations commerciales.

Le commerce de l'armement n'a jamais été un marché classique, basé sur la simple loi de l'offre et de la demande. Une transaction dans ce domaine n'est en aucun cas neutre, que l'on se place du point de vue du fournisseur ou bien de celui de l'acquéreur du matériel concerné, et les implications stratégiques et politiques sous-jacentes d'un tel acte ne peuvent être niées.

L'étude des relations établies entre la Russie et ses deux principaux clients actuels, l'Inde et la Chine, est de ce point de vue représentative de la complexité des rapports qui sont entretenus.

---

<sup>44</sup> ANTHONY Ian, *op. cit.*, pp. 90-91.

<sup>45</sup> ANTHONY Ian, *op. cit.*, p. 204.

Le premier accord pour le commerce et la coopération économique entre l'Union soviétique et l'Inde a été signé à Moscou le 5 février 1955, et les premières fournitures d'armement ont commencé en 1960<sup>46</sup>. Après une quarantaine d'années de relations continues, la part de l'armement indien qui est d'origine russe est aujourd'hui estimé à plus de 60 %.

Ce résultat incontestable ne doit cependant pas masquer l'évolution des liens qui ont unis ces deux pays pendant toute cette période, et tout particulièrement depuis l'avènement de la Russie.

En août 1991, l'attitude adoptée par l'Inde lors de la tentative de putsch lancée contre Mikhaïl Gorbatchev n'a pas été particulièrement appréciée par les nouveaux leaders russes<sup>47</sup>.

Contrairement à l'Union soviétique qui avait besoin de relations étroites avec l'Inde dans sa rivalité politico-stratégique avec à la fois l'Ouest et la Chine, la Russie se trouve dans une position bien différente.

Avec l'émergence de républiques indépendantes en Asie centrale, l'Inde et la Russie ne possèdent plus de frontières communes. De plus, la priorité accordée par le président russe Boris Yeltsin à la transition de son pays vers l'économie de marché, sa politique pro-occidentale, et les efforts d'ouverture vis à vis de la Chine, concourent à une marginalisation des liens entre l'Inde et la Russie.

Dans la publication du ministère des affaires étrangères russe en janvier 1993 à propos du "concept de politique étrangère de la fédération de Russie", l'Inde et l'Asie du sud n'arrivent ainsi qu'en septième position dans les priorités exprimées.

En fait, la position de l'Inde est tout à fait similaire, et celle-ci n'accorde plus qu'une faible priorité à la Russie à cette époque. Prenant en compte les bouleversements qui viennent de se produire, le gouvernement de Narasimha Rao accélère le processus de libération de l'économie indienne, et recherche le soutien du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale.

---

<sup>46</sup> CHEMEZOV Sergei, "Promexport cements its ties with India", Military Parade juin 2000.

<sup>47</sup> BAKSHI Jyotsna, « India in Russia's Strategic Thinking », Strategic Analyses (Institute for Defence Studies and Analyses, New Delhi), vol. XXI, n° 10, janvier 1998, p. 1467.

Washington et New Delhi font tous deux des gestes envers l'autre, et par un renversement étonnant des rôles tenus durant la guerre froide, on voit les Etats-Unis fournir des armes à l'Inde (les USA ont cessé leurs livraisons au Pakistan en 1990), et Moscou soutenir pour la première fois à l'ONU une proposition du Pakistan en faveur de la création d'une zone "non nucléaire" dans le sud de l'Asie<sup>48</sup>.

Malgré cette période d'incertitude dans les relations indo-russes, il n'y a pas eu de rupture franche entre les deux pays. L'ancienneté et l'ampleur des relations existantes (l'Union soviétique était le second partenaire commercial de l'Inde), l'existence en Russie de courants de pensée mettant en exergue l'appartenance de la Russie au continent asiatique en réaction à la politique pro-européenne du gouvernement de Boris Yeltsin, la dette de près de dix milliards de roubles de l'Inde vis à vis de l'ex URSS, tout contribue à une poursuite des rapports entre les deux puissances.

C'est lors de sa visite à New Delhi en janvier 1993 que Boris Yeltsin dissipe une partie des "malentendus" existants, et signe un nouveau traité de vingt ans d'amitié et de coopération avec l'Inde. Il est toutefois important de noter que, contrairement aux traités signés antérieurement entre l'Inde et l'URSS, celui-ci ne comporte aucune dimension stratégique, et se place délibérément sur le plan des intérêts économiques partagés.

Dès le retour remarqué des communistes au premier plan au sein de la Duma (décembre 1995), et de la nomination de Yevgeny Primakov au poste de ministre des affaires étrangères, l'Inde revient dans les priorités de la politique étrangère russe, et fait dorénavant partie des partenaires privilégiés de Moscou.

La visite officielle de Vladimir Putin en Inde en octobre 2000, la première d'un président russe depuis sept ans, a permis de renforcer les liens entre Moscou et New Delhi, et de signer une déclaration de partenariat stratégique qui "confirme la coïncidence d'intérêts nationaux et géopolitiques à long terme"<sup>49</sup> entre les deux pays.

---

<sup>48</sup> BAKSHI Jyotsna, *op. cit.*, pp. 1467-1468.

<sup>49</sup> Washington Post, 4 octobre 2000.

La République Populaire de Chine a reçu durant la première moitié des années cinquante de nombreux matériels militaires provenant de l'Union soviétique. Toute coopération militaire et stratégique entre les deux pays a cependant cessé dès le début des années soixante, et une longue période de méfiance réciproque s'est installée.

Ce n'est qu'à la fin des années quatre-vingt que le président soviétique Mikhaïl Gorbatchev a commencé à normaliser les relations entre la Chine et l'URSS, et a ouvert des négociations sur de nombreux points concernant les deux pays : réductions de forces réciproques, délimitation des frontières communes, échanges militaires, relations économiques, ...

C'est cependant le président russe Boris Yeltsin qui, lors de sa visite à Pékin en décembre 1992, a conclu les accords militaires les plus étendus depuis les années cinquante, en promettant de vendre à la Chine "les matériels de guerre et les armes les plus sophistiqués"<sup>50</sup>. En mai 1995, Pavel Grachev, ministre russe de la défense, a confirmé que les transferts d'armement resteraient un élément essentiel dans leurs relations bilatérales.

Ces différentes déclarations politiques se sont effectivement concrétisées dans les faits, puisque après trois décennies caractérisées par l'absence totale d'échanges d'armes entre les deux pays, la Chine est devenue dans les années 90 le premier débouché à l'export pour les matériels d'armement russes<sup>51</sup>. Les ventes à la Chine génèrent ainsi à présent jusqu'à 40 % du revenu total annuel d'exportation d'armes russe<sup>52</sup>.

Au delà du strict domaine des échanges économiques, les dernières années ont également montré qu'il existait des points de convergence entre les deux pays sur les plans stratégiques et politiques. Ce constat, comme dans le cas de l'Inde, est d'autant plus sensible depuis le remplacement en 1995 de Kozyrev par Primakov au poste de ministre des affaires étrangères et le recentrage en parallèle de la politique étrangère russe en faveur de l'Asie.

---

<sup>50</sup> BOULTON R., "Yeltsin hails new era in Russian relations with China", *The Independent*, 18 décembre 1992.

<sup>51</sup> ANTHONY Ian, *op. cit.*, p. 30.

En premier lieu, le sujet sur lequel les deux grandes puissances se retrouvent fréquemment concerne leur ressentiment commun vis à vis des Etats-Unis et de sa position hégémonique dans le monde depuis la chute du bloc soviétique. Ainsi, il existe une convergence de vues croissante entre Moscou et Pékin à propos de la nécessité de mettre en place des pôles de puissance alternatifs à celui des USA, et ils plaident de ce fait pour l'apparition d'un monde multipolaire. La Chine et la Russie sont également très préoccupés par le projet américain de "National Missile Defense", et soulignent les risques de relance de la course aux armements soulevés par celui-ci.

D'autres thèmes, tels que l'avenir des républiques d'Asie du centre, ou bien encore les craintes ressenties vis à vis de la montée de l'islamisme, ont amené les deux pays à poursuivre leurs échanges et leurs prises de position communes dans le domaine de la géopolitique, et à afficher officiellement leurs relations. Cela s'est notamment traduit en 1996, lorsque le président Yeltsin a visité Pékin et Shanghaï, par une déclaration commune à propos de leur "partenariat stratégique".

Il est à noter également que les deux pays ont pris le soin de ne pas se mêler des problèmes de "politique interne" de l'autre. Ainsi, lors d'une réunion entre le vice-premier ministre russe Ilya Klebanov et le ministre chinois de la défense Chi Haotian, Klebanov a confirmé la complète reconnaissance de Taiwan comme une part de la République Populaire de Chine, tandis que Haotian a insisté sur le fait que la Chine convenait que la Tchétchenie faisait partie de la Russie, et soutenait les efforts militaires engagés pour préserver l'intégrité territoriale russe<sup>53</sup>.

Enfin, la Russie et la Chine exploitent également leur présence conjointe au sein du conseil de sécurité de l'ONU pour s'opposer à certaines prises de position occidentales, et particulièrement celles d'origine américaine. Il faut d'ailleurs noter à ce propos que la guerre du Kosovo, qui a été déclenchée par l'OTAN malgré l'absence d'une résolution de l'ONU, les a fait réfléchir sur les risques d'ingérence de l'Occident dans des affaires qu'ils considèrent comme strictement intérieures (Taiwan, Tibet, Tchétchenie, ...).

---

<sup>52</sup> KRYAZHEVA Olga, *Russia-China Arms Trade Growing*, Weekly Defense Monitor Volume 4, Issue 5, 3 février 2000.

<sup>53</sup> *Ibid.*

Inde et Chine entretiennent donc avec la Russie des relations où l'argument économique, même s'il est bien présent, ne peut tout expliquer. Les préoccupations d'ordre stratégique ou même politique ne sont certainement pas à négliger, car leur persistance ainsi que leur ampleur seront déterminantes dans l'avenir des débouchés à l'export de l'industrie d'armement de la Russie.

En effet, la dimension des marchés représentés par chacun de ces deux pays de plus d'un milliard d'individus chacun est gigantesque. Sur le plan des matériels d'armement, l'Inde et la Chine se placent ainsi au premier plan des pays importateurs, respectivement à la sixième et à la neuvième place<sup>54</sup>, et cet état de fait ne semble pas prêt d'être remis en question lorsque l'on voit notamment l'augmentation annoncée de 17,7 % du budget militaire de la Chine<sup>55</sup>. Il n'est donc pas surprenant de voir les européens et les américains s'intéresser de plus en plus à ces débouchés potentiels pour leurs propres producteurs de matériels militaires.

D'autre part, cette convergence d'intérêts économiques, stratégiques et politiques est également primordiale pour la capacité future de l'industrie russe à proposer de nouvelles générations de matériels de défense performants et compétitifs. Le niveau de recherche et développement interne étant encore aujourd'hui dérisoire, cette capacité d'innovation ne peut être obtenue qu'au travers des revenus apportés par l'export, et nous avons vu à ce propos la part écrasante que représentent ensemble la Chine et l'Inde, mais également en exploitant le potentiel de coopération qui existe entre la Russie et chacun de ces deux pays.

Par contre, la mise en place d'un véritable "triangle stratégique" entre la Russie, la Chine et l'Inde, que la Russie a plusieurs fois appelé de ses vœux, semble bien difficile à mettre en place. Malgré sa volonté de servir de médiateur entre ces deux puissances, celle-ci ne parvient pas à effacer la méfiance que la Chine et l'Inde ont depuis bien longtemps l'une envers l'autre.

---

<sup>54</sup> SIPRI Yearbook 2000, *op. cit.*, p. 368, pour la période 1995-1999.

<sup>55</sup> Financial Times, "La Chine s'apprête à révéler d'importantes augmentations du budget de la défense", 6 mars 2001, et Le Figaro, "Pékin donne le signal du réarmement", 7 mars 2001.

## 6 Conclusion

Plusieurs décennies de guerre froide ont propulsé l'URSS au premier rang des pays exportateurs d'armement dans le monde. Résultant tout autant d'une stratégie de puissance voulue que d'une rivalité subie avec les Etats-Unis, cet état de fait a amené la mise en place en Union soviétique d'un impressionnant dispositif industriel dédié aux technologies et aux matériels de défense.

Ce "complexe militaro-industriel", objet durant bien longtemps de toutes les attentions du pouvoir, bénéficiant d'une part très importante des subsides de l'Etat, a entamé une indispensable mais douloureuse conversion sous le gouvernement de Mikhaïl Gorbatchev. Dépossédée de son statut privilégié, sans réel marché intérieur, l'industrie de défense russe se trouve dorénavant dans une situation de dépendance dramatique vis à vis de ses débouchés à l'export.

Dans un marché mondial de l'armement en net repli, la Russie a abandonné ses visées idéologiques et concentre ses efforts sur les retombées économiques du commerce des armes. Ayant perdu nombre de ses clients traditionnels, elle peine cependant à pénétrer de nouveaux marchés. A l'exception notable de la Chine, devenue en moins d'une dizaine d'années le premier importateur de matériels militaires russes, les percées sont modestes et d'avenir incertain, comme c'est notamment le cas pour la Malaisie.

La Russie est aujourd'hui dans le peloton de tête des fournisseurs d'armement dans le monde, mais avec le handicap de dépendre chaque année de 50 % à 80 % de son activité des commandes de ses deux principaux clients, l'Inde et la Chine. De plus, ses résultats économiques sont significatifs, mais d'une rentabilité problématique.

Il est pourtant manifeste qu'on ne peut limiter les relations ainsi établies avec ces pays aux seuls aspects financiers précédemment invoqués. Que l'on analyse ce problème du point de vue du fournisseur ou bien de celui de l'acquéreur, un acte de commerce dans ce domaine ne peut être envisagé dans la durée en faisant totale abstraction des préoccupations de l'un et de l'autre en matière de sécurité ou bien encore de politique.

Dans un tel contexte, quel pourra donc bien être l'avenir de la Russie comme pays exportateur d'armement dans le monde ?

Pour tenter de répondre à cette question, on se doit d'envisager l'évolution possible de trois aspects du problème :

- le marché mondial de l'armement,
- la situation de la concurrence,
- l'offre de la Russie.

Sur le premier point, il faut tout d'abord constater que depuis ces toutes dernières années, la tendance s'est inversée, et le marché recommence à croître. Les décisions récentes de plusieurs pays, et non des moindres, de revoir à la hausse leurs budgets de défense laisse à penser qu'il existe un réel potentiel de croissance du marché global dans la prochaine décennie.

Pour ce qui concerne la situation des grands pays exportateurs d'armement dans le monde, il ne devrait pas y avoir de bouleversements notables. Néanmoins, du fait du caractère vital de l'export pour la survie des entreprises de défense dans le monde, il est vraisemblable que la pression de la concurrence ira en augmentant, se traduisant par une recherche continue de nouveaux débouchés et une bataille acharnée sur les prix.

L'avenir de l'offre russe, quant à elle, est particulièrement problématique. Souffrant d'un niveau d'investissement très faible en matière de recherche et développement, la Russie ne pourra compter éternellement sur les ventes des produits développés du temps de la grande URSS. Il est probable que, ses capacités propres étant insuffisantes, elle ne doive trouver son salut qu'au travers de partenariats avec ses principaux clients, l'Inde et la Chine.

Et d'ailleurs, la principale question est peut-être celle de l'avenir des relations mises en place par la Russie avec ces deux pays. Pourra-t-elle maintenir encore longtemps des partenariats équilibrés avec ces deux puissances connaissant leur long et délicat passé commun ? Réussira-t-elle à éviter à la fois la convoitise des occidentaux vis à vis de ces marchés prometteurs, et le désir légitime de l'Inde et de la Chine de limiter sa dépendance vis à vis d'un seul fournisseur ?

## BIBLIOGRAPHIE

### Documents primaires

“Concept de sécurité nationale de la Fédération de Russie”, Décret présidentiel n°24, 10 janvier 2001.

“The foreign policy concept of the russian federation”, juin 2000.

### Ouvrages

ANTHONY Ian (ed.), *Russia and the arms trade*, New York, Oxford University Press (SIPRI), 1998.

ANDEW Jean-Pierre, DMITRI V. Trenin (ed.), *Russia in the world arms trade*, Washington, D.C., Carnegie Endowment for International Peace, 1997.

CORDESMAN Antjony H., *The strategic i mpact of russian arms sales and technology transfers*, Washington, D.C., Center for Strategic and International Studies, 1999.

ECKERT, Denis, KOLOSSOV, Vladimir, *La Russie : un exposé pour comprendre, un essai pour réfléchir*, Paris, Flammarion, 1999.

FACON Isabelle, HUET Jean-Paul, BEN OUAGRHAM Sonia, *Pouvoirs et industries de défense en Russie : L'industrie de défense russe face à son nouvel environnement*, Palaiseau, Les cahiers du CREST, 1997.

HOUTARD François (dir.), *Géopolitique militaire et commerce des armes dans le Sud*, Louvain-la-Neuve, L'Harmattan (Centre Tricontinental), 1998.

LOROT Pascal, *Histoire de la Perestroïka*, Paris, PUF (Que Sais-Je), 1993.

SIPRI Year book, Stockholm, Stockholm International Peace Research Institute, différentes années de 1991 à 2000.

World Military Expenditures and Arms Transfers 1998 (WMEAT), Washington D.C., Library of Congress (US department of state bureau of verification and compliance), 1998.

Report to Parlement on the export of armements by France Results 1998, Paris, La Documentation française (Délégation à l'Information et à la Communication de la Défense), 2000.

## **Périodiques**

DWERNICKI Christophe, « Des ventes d'armement russes », *Défense nationale*, n° 6, juin 2000, pp. 94-110.

LYASCHENKO (Lieutenant General, Ret.) Vladimir, « Russia's priorities in arms trade », *Military Parade*, n° 5 (41), septembre-octobre 2000, pp. 10-11.

LYASCHENKO (Lieutenant General, Ret.) Vladimir, « Russia on the International Arms Market : Vying for a Place in the Sun », *Military Parade*, n° 6 (42), novembre-décembre 2000.

RAPOTA Grigory, « Russia's Military-Technical Cooperation with other States : Basic Approaches, Objectives and Principles », *Military Parade*, n° 1 (37), janvier-février 2000.

SALTYKOV Boris, « Building 'Technology Bridges' in Military-Technical Cooperation », *Military Parade*, n° 1 (37), janvier-février 2000.

BRAYBROOK Roy, « La marée rouge retardée, mais elle arrive », *Armada International*, n° 3, juin 1998, pp. 84-88.

## **Articles de presse**

*Financial Times*

*Le Monde*

*The Independent*

*Washington Post*

## **Sources internet**

BAKSHI Jyotsna, « India in Russia's Strategic Thinking », IDSA, 1998,

<http://www.idsa-india.org/an-jan-6.html>

BLANK Stephen, « The Strategic Context of Russo-Chinese Relations », Conflict Studies Research Centre, 1999,

<http://www.ppc.pims.org/Projects/csrc/new/f68-sb.html>

FREEDMAN Robert O., « Russian-Iranian relations in the 1990s », Middle east review of international affairs (MERIA), vol. 4, n° 2, juin 2000,

[http://www.radiobergen.org/russia/russia\\_iran\\_relations.html](http://www.radiobergen.org/russia/russia_iran_relations.html)



## ANNEXE

### Les 10 principaux pays importateurs d'armement de l'URSS et de la Russie durant la période 1982-1986

(Source : SIPRI arms trade database)

<b>Rang</b>	<b>1982-86</b>	<b>1987-91</b>	<b>1992-96</b>
<b>1</b>	Iraq	Inde	Chine
<b>2</b>	Syrie	Afghanistan	Inde
<b>3</b>	Inde	Iraq	Hongrie
<b>4</b>	Tchécoslovaquie	Pologne	Iran
<b>5</b>	RDA	Tchécoslovaquie	Malaysie
<b>6</b>	Bulgarie	Corée du nord	EAU
<b>7</b>	Pologne	Angola	Slovaquie
<b>8</b>	Angola	Syrie	Kazakhstan
<b>9</b>	Lybie	RDA	Algérie
<b>10</b>	Cuba	Yougoslavie	Vietnam

## TABLE DES MATIERES

<b>1</b>	<b>PREAMBULE .....</b>	<b>1</b>
<b>2</b>	<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>2</b>
<b>3</b>	<b>L'HERITAGE DE L'URSS .....</b>	<b>4</b>
3.1	Le complexe militaro-industriel.....	4
3.2	La période Gorbatchev : premiers efforts de conversion .....	7
3.3	Les exportations d'armement du temps de l'URSS .....	10
<b>4</b>	<b>LES EXPORTATIONS D'ARMEMENT RUSSE : ETAT DES LIEUX .....</b>	<b>13</b>
4.1	La place de la Russie dans le marché mondial de l'armement.....	13
4.2	L'offre russe : quels produits pour quels clients ? .....	17
<b>5</b>	<b>LES ENJEUX ECONOMIQUES, POLITIQUES ET GEOPOLITIQUES .....</b>	<b>21</b>
5.1	La réalité économique des ventes d'armes de la Russie.....	21
5.2	L'Inde et la Chine : clients, mais aussi partenaires .....	24
<b>6</b>	<b>CONCLUSION .....</b>	<b>30</b>